

Les déplacés de Carama éparpillés

Deutsche Welle, 16.01.2017 Au Burundi, deux semaines après l'évacuation du site Carama au nord la capitale Bujumbura, les déplacés vivent clandestinement dans la capitale. Certains sont réduits à la mendicité. Ils sont autour de huit cents et proviennent de 185 familles actuellement sans abri. Ils mènent quasiment une vie de mendiant. Certains vivent au profit des dépotoirs d'immondices.

Marie Claudine Niragira est une veuve et mère de trois enfants. Expulsés du site, ils occupent une maison en chantier: "Un chantier en cours d'un expatrié, voilà mon abri avec mes trois enfants. On s'y allonge, les fenêtres sont bouchées à l'aide des morceaux de briques. Mes enfants les plus grands vont fouiller les ordures. S'ils trouvent du charbon et que je le vends à 200francs je cherche à manger. Voilà comment nous vivons." Après leur expulsion du site, quelques uns ont résisté. La police les a embarqués et pendant trois jours ils ont fait la prison. Ne sachant plus l'origine de ses parents pour y retourner, Jeanine Ndiwokubwayo était le porte-flambeau de la résistance: " Nous étions soixante femmes avec des enfants, on allait chercher où passer la nuit à l'ambassade des Etats-Unis. Soudain, on a vu deux véhicules de la police. Ils nous ont tous embarqués jusqu'à la prison pendant trois jours sans rien nous donner à manger." L'expulsion des habitants du site Carama s'inscrit dans la logique du gouvernement de lutter contre le mendicants. La plupart des expulsés errent plutôt dans la rue. Rénovât déplore sa situation et les contradictions dans la politique du gouvernement: "Ce sont des problèmes! Ce qui m'étonne, ils disent vouloir chasser les mendicants de la rue mais leurs calculs augmentent plutôt le nombre de mendicants. Nous qui étions au site sommes dans cette situation problématique." Les déplacés tendent la main aux élus Dans la désolation, les refoulés se souviennent avec amertume de leur participation au processus électorale de 2015 et implorent la bienveillance du chef de l'Etat comme Aline Habonimana et Anne-Marie: " Alors que nous, Burundais, les avions élus, ils nous chassent. Ça nous préoccupe. "Nous avons accordé notre confiance au président. Qu'il nous rende justice pour ne que nous devions plus errer dans la rue comme des étrangers. Même les Congolais sont mieux accueillis." Ces centaines de personnes sont exposées au manque d'eau potable. Pas de latrines, les maladies des mains sales sont à la porte, l'insalubrité est leur vécu quotidien.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});